

Arrêté portant abrogation du droit d'eau  
attaché au moulin dit des avenelles  
et prescrivant les modalités de rétablissement de la continuité écologique

COMMUNE DE CLAIROIX

LE PRÉFET DE L'OISE,  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L.214-3-1 ;

VU l'article 546 du Code Civil ;

VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 du Préfet de région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU l'arrêté du 4 décembre 2012 du Préfet Coordonnateur de Bassin classant la rivière Aronde, de sa confluence avec le ru de la Payelle à sa confluence avec la rivière Oise, en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'Environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1854 réglementant l'usage de l'eau du moulin dit « des Avenelles » et situé sur la rivière Aronde, commune de Clairoix (60280) ;

VU la demande du 18 août 2014 de Monsieur FONTAINE, en sa qualité de représentant de la SCI AVENEL FAMILY, propriétaire du moulin dit des Avenelles ou d'Avenel, situé 10/12 rue Bouloire à CLAIROIX, demandant l'abrogation du droit d'eau relatif à son moulin ;

VU la convention de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire conclue le 18 août 2014 entre la SCI AVENEL FAMILY et le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de l'Aronde (SIAVA) domicilié 1 rue du Général de Gaulle à Clairoix, pour la réalisation des études et travaux d'aménagement du moulin d'Avenel nécessaires à la remise en état du site ;

VU l'absence de réponse au projet d'arrêté préfectoral notifié au demandeur le 25 septembre 2014 par envoi recommandé, pour faire valoir ses remarques ;

**CONSIDERANT** que sont regardées comme fondées en titre ou ayant une existence légale les prises d'eau sur des cours d'eaux non domaniaux qui, soit ont fait l'objet d'une aliénation comme bien national, soit sont établies en vertu d'un acte antérieur à l'abolition des droits féodaux ; qu'une prise d'eau est présumée établie en vertu d'un acte antérieur à l'abolition des droits féodaux dès lors qu'est prouvée son existence matérielle avant cette date ;

**CONSIDERANT** que la mise en œuvre des moyens de remise en état envisagés par le propriétaire contribue à l'objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau défini par l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient de privilégier la continuité piscicole et sédimentaire de ce site pour l'atteinte du bon état écologique de la rivière Aronde ;

**CONSIDERANT** la demande de retrait du droit d'eau présentée par le bénéficiaire de cette autorisation ;

**Sur** proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise :

## **ARRÊTE**

### **Article 1er : Objet de l'arrêté**

Le droit d'eau fondé en titre du moulin dit des Avenelles à CLAIROIX est perdu.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 1854 portant règlement d'eau du moulin dit des Avenelles est abrogé.

### **Article 2 : Prescriptions**

Le site doit être remis en état par le propriétaire. Les études et les travaux de remise en état du site du moulin d'Avenel seront effectués dans les règles de l'art, suivant les dispositions de la convention de mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage temporaire établie entre le propriétaire et le SIAVA.

Les principales opérations de remise en état consistent en :

- l'aménagement d'un bras de contournement permettant le passage de la totalité du débit de l'Aronde,
- le comblement de l'ancien canal usinier du moulin dit d'Avenel,
- la mise en place d'une passerelle piétonne permettant le déplacement entre les deux berges,
- la baisse du niveau légal de la retenue.

La période de travaux sera choisie pour limiter l'impact sur la faune piscicole, et de préférence après le 1er juillet.

Jusqu'à la date des travaux, les vannages restants seront maintenus ouverts afin d'assurer la libre circulation des eaux, des sédiments et de la faune piscicole.

Le présent arrêté est pris sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

La réalisation des travaux ne doit pas porter atteinte à la qualité de l'eau en aval du chantier et doit être menée dans le respect des écosystèmes aquatiques. Toutes dispositions sont prises notamment pour éviter la remise en suspension et le transfert vers l'aval de sédiments si nécessaire au moyen de batardeaux filtrants en fonction de l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

### **Article 3 : Moyens de suivi**

Le SIAVA, maître d'ouvrage délégué, mettra en place un comité de suivi des études et des travaux. Ce comité de suivi associera notamment l'agence de l'eau, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, les services de la police de l'eau, la Fédération de l'Oise pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et la structure porteuse du SAGE Oise-Aronde.

### **Article 4 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident**

Une surveillance du chantier devra être assurée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de pollution accidentelle dans le cours d'eau, le maître d'ouvrage devra alerter les secours pour contenir la pollution et prévenir le bureau police et politique de l'eau de la direction départementale des territoires de l'Oise et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

De manière générale, le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au bureau police et politique de l'eau, les accidents ou incidents intéressants les travaux menés dans le cadre du présent arrêté et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement.

Le maître d'ouvrage, sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou de l'accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

### **Article 5 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau, des milieux aquatiques et de la pêche auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités de remise en état, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

En application de l'article L215-18 du code de l'environnement, pendant la durée des travaux, les propriétaires riverains sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et ouvriers, ainsi que les engins mécaniques strictement nécessaires à la réalisation des travaux prescrits dans le présent arrêté. Ce droit s'exerce autant que possible en suivant les berges du cours d'eau.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois suivant sa notification.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 7 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Oise. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Au Maire de Clairoix,
- Au Président du syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de l'Aronde,
- Au chef du service de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Oise,
- Au Président de la Fédération de l'Oise pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de Clairoix pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera à disposition du public sur le portail internet des services de l'État dans l'Oise, pendant une durée d'au moins un an.

### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de la commune de Clairoix, le directeur départemental des Territoires de l'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

le 13 NOV. 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Julien MARION

